

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 AVRIL 1909.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1909 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR **M. CARTON DE WIART.**

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1909 s'élève à 22,874,817 francs. Il comporte, aux dépenses ordinaires, une diminution de 44,500 francs sur les crédits alloués pour 1908. D'autre part, il prévoit, pour 1909, des dépenses exceptionnelles à concurrence de 665,000 francs, soit 168,326 francs de plus qu'en 1908. L'augmentation sur le Budget de 1908 est au total de 123,826 francs.

Aux dépenses ordinaires, les majorations se rattachent : aux traitements des fonctionnaires, employés et gens de service (10,000 francs), à l'inspection de l'industrie (4,000 francs pour le personnel, 500 francs pour le matériel), au Conseil supérieur des Métiers et Négoces (5,000 francs), aux Poids et Mesures (8,000 francs pour le personnel et 2,000 francs pour les frais de bureau et de tournées), aux encouragements destinés à développer l'esprit d'association économique et professionnelle (10,000 francs). Dans la même section, le projet prévoit des diminutions relatives : aux pensions et secours (3,000 francs), à l'Enseignement technique (20,000 francs), au Conseil supérieur de l'Enseignement technique (2,000 francs), aux Poids et

⁽¹⁾ Budget, n° 4, VIII.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. COOREMAN, était composée de MM. TROCLET, SMEETS, BERLOZ, BÓVAL, HUYSHAUWER et CARTON DE WIART.

Mesures (10,000 francs pour le matériel), au Conseil supérieur du Travail (3,000 francs), au Corps des mines : délégués ouvriers à l'inspection (10,000 francs), Commission consultative des machines à vapeur (1,000 fr.), à la Commission de revision des règlements miniers (35,000 francs).

Aux dépenses exceptionnelles, la majoration prévue résulte de l'inscription d'un crédit de 300,000 francs formant le deuxième acompte de la somme de 1,250,000 francs due à la Compagnie de l'Exposition de Bruxelles pour le coût des emplacements de la Section belge, en vertu de l'article II de la convention du 12 octobre 1907 approuvée par la loi du 28 mai 1908.

Examen en sections.

Dans la 1^{re} section, des observations ont été formulées au sujet des pensions de vieillesse et de la composition des comités de patronage, au sujet de l'inspection du travail et de l'étendue des ressorts des inspecteurs, au sujet de la création de conseils de prud'hommes à Andenne et à Ath, au sujet de la revision de la police des mines, au sujet des caisses de chômage.

Le Budget y a été adopté par 6 voix contre 1 et 9 abstentions.

Dans la 2^e section, il a été demandé que le Gouvernement recherche et impose des mesures pour éviter les nombreux accidents qui se produisent dans les constructions nouvelles.

Le Budget a été rejeté par 13 voix contre 10.

Au sein de la 3^e section, un membre s'est plaint qu'un ouvrier étranger, fixé et marié en Belgique, non plus que sa femme ouvrière, fût-elle Belge, ne puissent obtenir les secours prévus par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse. De même qu'au sein de la 2^e section, un membre a critiqué les conditions d'organisation de la participation officielle à des expositions internationales, notamment à celle d'Amsterdam.

Le Budget a été adopté par 17 voix et 6 abstentions.

A la 4^e section, l'application de la loi sur les pensions de vieillesse a fait l'objet de quelques remarques relatives notamment aux retards apportés dans le règlement des allocations.

Le Budget a été voté à l'unanimité.

La 5^e section a voté le Budget, sans observations, par 12 voix contre 4.

Enfin, la 6^e section, après avoir entendu divers membres réclamer le perfectionnement de l'inspection ouvrière pour Anvers, Turnhout et Charleroi, a voté le Budget par 12 voix contre 3 et 1 abstention.

Examen en Section centrale.

Déférant au désir exprimé par la Chambre de voir hâter autant que possible la discussion et le vote des Budgets, la Section centrale s'est livrée cette année à un examen sommaire, épargnant ainsi à son rapporteur la peine de revenir sur des questions déjà longuement traitées dans les rapports des exercices précédents.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

Au chapitre de l'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager, elle a exprimé le désir que les diminutions prévues par le Budget n'aient pas pour effet d'entraver, si peu que ce soit, le remarquable essor que cet enseignement a pris en ces dernières années et qui vient d'être souligné avec autorité par M. Astier, rapporteur du projet de loi sur l'enseignement technique, dont le Parlement français est actuellement saisi :

« Le nombre total des élèves en Belgique, dit l'honorable député, a été, en 1904, de 46,500. Nul doute qu'il ne dépasse aujourd'hui 50,000, car plusieurs établissements importants, entre autres l'école industrielle de Couillet, ont été ouverts tout récemment. En tenant compte de la population respective de la Belgique et de la France, l'enseignement technique devrait donc compter chez nous six fois plus d'élèves qu'en Belgique c'est-à-dire 300,000. Il n'est pas démontré que nous en ayons au total beaucoup plus que nos voisins du nord.

» *N'y a-t-il pas là une des raisons, la plus décisive peut-être, des progrès économiques si rapides réalisés par la Belgique depuis une quinzaine d'années ?* »

Votre Section centrale s'est demandé toutefois s'il ne conviendrait pas de faire porter dorénavant l'inspection gouvernementale, confiée à des fonctionnaires dont tous reconnaissent le mérite et le dévouement, non seulement sur les conditions d'organisation des écoles et sur l'état des connaissances des élèves, mais aussi sur les principes et méthodes pédagogiques qui y sont suivis.

En effet, certaines écoles accueillent trop facilement les élèves et alourdissent les cours inférieurs d'un véritable poids mort. Ailleurs, les professeurs n'ont peut-être pas assez le souci de tirer parti des connaissances acquises par leurs élèves dans les écoles primaires ou d'adultes ou dans les classes préparatoires des écoles moyennes. La soudure entre ces connaissances et l'enseignement technique ne serait-elle pas mieux assurée si l'attention de l'inspecteur y était spécialement attirée ? Les professeurs, trop souvent enfermés dans une spécialité scientifique ou professionnelle, ne pourraient-ils être utilement conseillés afin d'améliorer les qualités didactiques de leur enseignement ? La question vaut d'être étudiée et le Conseil supérieur de

l'enseignement technique pourrait utilement l'aborder. Elle se rattache à un problème qui a été plus d'une fois discuté dans nos rapports antérieurs et dont la solution ne pourra être indéfiniment reculée : nous voulons parler de la combinaison de l'enseignement ordinaire (primaire ou moyen) et de l'enseignement technique.

Aux chapitres du Travail et de la Participation de l'État à la constitution des pensions de vieillesse, la Section centrale s'est arrêtée à la question des accidents du travail et à celle des mutualités.

LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

La loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail est entrée en vigueur depuis quatre ans, et cette première période d'application a déjà permis de se rendre compte des avantages de la loi, et aussi de certains défauts qu'elle présente.

La Section centrale croit faire chose utile en signalant, à cet égard, quelques-unes des critiques formulées par les intéressés : patrons, ouvriers ou assureurs.

I. *En ce qui concerne les frais de justice.* — Le bénéfice de la procédure gratuite accordé aux caisses communes constitue pour ces institutions une faveur importante.

On s'est demandé si cette faveur n'aboutissait pas à encourager ces institutions dans la voie de la procédure. A titre compensatoire, on a réclamé le même avantage pour tous les ouvriers couverts par la loi.

II. *En ce qui concerne le régime des petits accidents.* — Sous l'ancien régime, beaucoup de patrons assuraient leurs ouvriers à partir du lendemain de l'accident. Sous le régime actuel, l'indemnité n'est payée à l'ouvrier depuis le premier jour que pour autant que son incapacité ait été de huit jours au moins. Il s'ensuit que l'ouvrier, afin de ne pas souffrir d'un chômage sans indemnité, néglige bien souvent les petites blessures, — au risque de voir celles-ci s'aggraver sensiblement. Certes, une réforme qui ferait courir le droit à l'indemnité du lendemain ou du surlendemain de l'accident, quelle que fut la durée de l'incapacité, pourrait entraîner une surcharge au point de vue de la prime. Mais cette surcharge ne pourrait-elle être compensée par la suppression des indemnités pour les incapacités inférieures à 5 % et qui donnent droit à des réparations si insignifiantes qu'elles perdent toute efficacité?

III. *En ce qui concerne les frais d'expertise et d'hospitalisation.* — Les frais d'expertise ne pourraient-ils faire l'objet d'un tarif, comme les frais médicaux et pharmaceutiques? Des mesures ne pourraient-elles être prises pour éviter que des médecins désignés ne se refusent, ainsi que le cas s'est produit, à déposer leur rapport jusqu'à versement d'une provision, que les

ouvriers demandeurs en indemnité sont le plus souvent hors d'état de payer?

La question des frais d'hospitalisation n'a pas non plus été tranchée par la loi. Ces frais avaient été mis à la charge des patrons lors du premier vote de la Chambre. Le second vote supprima cette disposition. Or, bien que la loi soit de stricte interprétation, plusieurs administrations charitables prétendent faire rembourser ces frais par les patrons ou les assureurs agréés et se refusent à admettre dans leurs hôpitaux les blessés qui ne sont pas munis de l'engagement, pris par le patron, de payer le prix de la journée d'entretien à l'hôpital civil.

IV. *En ce qui concerne les tarifs des sociétés agréées.* — Il résulte de la publication, faite au *Moniteur* du 31 décembre 1908, de la situation des caisses communes et des sociétés agréées (Compte rendu de la gestion spéciale de l'exercice 1907) que huit sociétés agréées soldent l'exercice 1907 par des pertes souvent considérables et que les bilans des autres sociétés accusent de faibles bénéfices.

La conclusion qui semble pouvoir être dégagée de cette situation, c'est que les risques sont traités à un tarif trop bas. Et sans doute, les irrégularités relevées dans les règlements de sinistres par l'Office du Travail peuvent-elles être attribuées, pour une bonne part, aux pertes subies par les assureurs qui ont faussé la formule de la balance et n'ont pas calculé avec une prudence suffisante l'équation entre le risque, d'une part, et les primes et les frais de gestion, d'autre part. Il importe d'attirer sur ce point l'attention de tous les intéressés.

V. *En ce qui concerne le rôle prépondérant du médecin dans l'application de la loi.* — Sous le régime de l'article 1382 du Code civil, le juge se préoccupait de découvrir la faute qui, seule, engendrait la responsabilité. Le tribunal puisait sa conviction dans les procès-verbaux d'enquête, dans l'audition des témoins, dans les expertises, dans l'analyse minutieuse des faits. En posant le principe si large, si humain du risque professionnel, la loi du 24 décembre 1903 a allégé le domaine judiciaire de toutes les controverses juridiques, de toutes les difficultés d'appréciation que soulevait l'application du droit commun à la matière des accidents du travail.

Désormais les litiges naissent surtout de divergences d'appréciation sur la gravité des blessures, la nature et le degré des incapacités qu'elles entraînent. Certes, pour résoudre ces problèmes, le magistrat conserve son indépendance, mais l'homme de l'art est devenu son auxiliaire, son guide indispensable. A mesure qu'il devient plus décisif, le rôle du médecin devient plus compliqué.

Il n'a pas seulement un diagnostic à établir et un traitement à prescrire, comme pour les devoirs de sa vie courante. Il doit, en outre, se prononcer sur l'époque de consolidation de la blessure *et surtout évaluer la diminution de la capacité ouvrière entraînée par le traumatisme*, dans les cas d'invalidité permanente. Cette évaluation est importante au premier chef, car elle est

l'appréciation définitive de la perte que l'ouvrier va subir sa vie durant. Elle doit être calculée avec méthode et précision, si bien qu'elle assurera, jusqu'à la mort de l'ouvrier, la continuelle réparation du malheur.

On conçoit dès lors que les questions d'ordre juridique doivent devenir familières au médecin. La loi de 1903 ne s'est pas bornée à unir, dans une collaboration quotidienne, magistrats, médecins et avocats; elle les a un peu confondus.

Le médecin qui rédige un rapport d'expertise ne fera œuvre vraiment utile et n'aura chance de voir ses conclusions adoptées par le tribunal que s'il se tient au courant des controverses soulevées par la loi de 1903 et des solutions que leur donne la jurisprudence.

D'autre part, le magistrat qui juge, l'avocat qui plaide en cette matière doivent connaître, dans leur généralité, les difficultés médicales ou chirurgicales d'ordre technique soulevées par cette pathologie nouvelle qu'a créée la loi de 1903 et qu'on nomme déjà la pathologie des accidents du travail.

Il faut bien reconnaître que l'on trouve encore trop rarement, dans les rapports d'expertise de nos médecins, la détermination équitable de la valeur économique de l'ouvrier. Ces rapports oublient trop souvent que c'est la victime elle-même, tout entière, avec toutes ses aptitudes, ses qualités, ses défauts et ses infirmités, dans l'état où elle se trouve à la suite de l'accident, qui doit être examinée et appréciée au point de vue de sa faculté de gagner un salaire normal. Ces rapports se bornent parfois à lui appliquer un taux théorique ou un taux moyen puisé soit dans des livres, soit dans des statistiques le plus souvent erronées ou incomplètes et dont aucune, actuellement, n'est faite pour la région où la victime doit rendre productive la valeur économique qui lui reste.

Il suit de cette prépondérance aujourd'hui attribuée aux médecins experts qu'on ne saurait trop encourager leur formation spéciale. En même temps qu'il convient de rendre hommage, à ce point de vue, aux initiatives que les médecins ont marquées en se groupant dans diverses régions pour l'étude de ces questions si délicates, il importe aussi d'y appeler toute l'attention de nos facultés de médecine.

VI. *En ce qui concerne les progrès des moyens préventifs contre les accidents d'usine.* — Tout individu qui apporte son concours à une industrie, qui se trouve occupé dans une usine ou un atelier, se trouve par cela même exposé à un risque particulier qui découle de la nature des choses. C'est le risque professionnel, auquel on s'expose sur le champ de bataille de l'industrie, dans la lutte quotidienne contre les forces aveugles et souvent cruelles de la nature.

Toutefois, s'il existe un « coefficient » irréductible d'accidents industriels qui peut apparaître comme la conséquence inévitable du développement de machinisme, comme une sorte d'impôt auquel on ne peut se soustraire, il est certain que, à côté des périls que la prudence humaine est et sera toujours impuissante à conjurer, il en est beaucoup d'autres que de sages précautions

sont susceptibles de prévenir. L'efficacité des mesures de protection a été mise en évidence par les excellents résultats obtenus tant par l'inspection officielle du travail que par des associations d'industriels. L'expérience a prouvé que *près de la moitié* des accidents de fabrique peuvent être évités par l'adaptation aux machines de moyens de précautions. Il s'impose donc à tout industriel de mettre en application dans ses ateliers les mesures préventives propres à donner à l'ouvrier toute sécurité. La loi lui en fait d'ailleurs une obligation. L'arrêté royal du 30 mars 1905 prescrivant les mesures à observer dans les entreprises assujetties est une sorte de code résumé des précautions à prendre pour prévenir les accidents. Il y a plus, les chefs d'industrie ont un intérêt pécuniaire à rendre leur outillage le moins dangereux possible, afin que les compagnies d'assurances diminuent de plus en plus les primes à payer.

Malheureusement, il est encore beaucoup d'industriels et de chefs d'atelier qui négligent d'adopter les mesures de protection rendues obligatoires par le législateur et imposées par le Service de l'inspection du travail. La preuve indiscutable en est que la plupart des accidents sont la suite directe d'une violation flagrante des dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 1905.

Nombre d'industriels ne connaissent pas les engins protecteurs proposés, le choix à faire entre eux.

Absorbés par le côté industriel, commercial et administratif de leur entreprise, ils déclarent disposer de trop peu de temps pour organiser la prévention.

C'est en vue de leur faciliter cette « prévention » que l'honorable M. Nyssens, s'inspirant notamment des efforts réalisés en Autriche par M. Migerka, avait naguère songé à créer un musée des appareils et moyens de nature à prémunir les ouvriers contre les accidents du travail. La même idée peut être poursuivie par les conseils donnés par l'Inspection du travail, par la distribution de brochures explicatives, par l'organisation de conférences. Les associations d'industriels et les groupements ouvriers ont, de leur côté, un rôle important à remplir à cet égard et pour lequel le concours des autorités publiques doit leur être largement assuré. Réparer les accidents du travail, c'est bien; mais mieux vaut assurément les prévenir. On ne saurait trop attirer sur cette vérité l'attention de tous : pouvoirs publics, patrons, ouvriers et assureurs.

Il a été aussi demandé, au sein de la Section centrale, que la Commission des accidents et le Conseil supérieur du travail soient appelés à examiner les critiques soulevées par l'application de la loi.

LES MUTUALITÉS.

Les retards apportés dans le règlement des allocations de retraite ont été critiqués au sein de la 4^e section. Ces retards s'expliquent et se justifient souvent par les nombreux devoirs qui incombent à certains comités de patronage et à certaines commissions d'appel, chargés d'une besogne très

considérable. Toutefois, la question de la régularité dans le règlement des allocations et même celle de la répartition des subsides aux mutualités pourraient être utilement examinées par la Commission permanente instituée pour faciliter l'examen des affaires qui se rattachent aux sociétés mutualistes. Cette Commission ne jouit pas du droit d'initiative et ne délibère que sur les questions dont elle est saisie par le Gouvernement. Aussi, la Section centrale exprime-t-elle le vœu que la Commission soit officiellement invitée à examiner et à lui signaler les réformes qu'appelle l'ensemble de notre législation sur les mutualités.

LES UNIONS PROFESSIONNELLES.

Les services déjà rendus par la Commission permanente des mutualités appellent une fois de plus l'attention de la Section centrale sur l'utilité que présenterait la création d'un organisme analogue en vue du développement des unions professionnelles. La question syndicale a pris place au premier plan des préoccupations publiques. Aux objections que provoquait dans certains milieux, il y a quelques années encore, l'idée du groupement professionnel a succédé le sentiment unanime de son utilité, tant au point de vue d'une meilleure organisation du travail et des garanties à prendre contre le chômage involontaire, qu'au point de vue des progrès techniques. N'est-il pas évident qu'une commission permanente qui serait chargée de suivre les besoins nouveaux et les formes nouvelles de l'association professionnelle, de signaler les lacunes de notre législation, de stimuler les initiatives, pourrait avoir, dans le domaine des unions, les heureux effets que la Commission des mutualités a eus dans un domaine voisin ? Cette Commission des unions professionnelles ne serait-elle pas aussi qualifiée pour fixer les principes et les règles qui présideraient à la répartition des encouragements très modestes — trop modestes — portés à l'article 29 du Budget. Ces encouragements visent, à concurrence de 10,000 francs, les institutions ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs et, à concurrence de la même somme, les caisses de prévoyance et de secours instituées en faveur des victimes du chômage involontaire. Il en serait de même de la répartition des crédits prévus à l'article 28 pour encourager les mesures de propagande.

LE TRAVAIL DANS LES BOULANGERIES.

La Chambre est actuellement saisie de la réglementation générale de la durée du travail et du travail de nuit.

Elle est aussi appelée à se prononcer sur une modification à l'article 2 de la loi sur le repos du dimanche et qui est relative au système dit des « extras ». Il est à souhaiter que cette modification, proposée par le Gouvernement et vivement réclamée par les employés de commerce, soit réa-

lisée à bref délai. A un point de vue spécial, la Section centrale croit opportun d'appeler l'attention du Gouvernement sur les conditions du travail dans les boulangeries. Ces conditions, en ce qui concerne le travail de nuit et le travail du dimanche, ont été sensiblement empirées par l'introduction de l'outillage mécanique et la concurrence très vive qui se livre entre les sociétés anonymes et coopératives et les patrons boulangers.

« Il n'y a que trente-deux ans, écrit M. Jules Buse dans sa monographie sur *l'Industrie de la boulangerie à Gand*, publiée sous les auspices de notre Office du Travail, que les patrons boulangers de Gand ont commencé à cuire le dimanche ». Aujourd'hui, ce travail est devenu la règle dans nos grandes villes. Et la jurisprudence administrative classe la boulangerie parmi les industries alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation et qui sont, à ce titre, soustraites, par l'article 4 de la loi du 17 juillet 1905, au régime général du repos dominical.

Il semble toutefois qu'une réforme pourrait être introduite dans la situation actuelle, tant en ce qui concerne le travail de nuit que le travail du dimanche, de manière à sauvegarder la santé des ouvriers boulangers, que guettent et déciment les maladies professionnelles : l'asthme, l'anémie et la tuberculose, — et cela sans atteindre les intérêts légitimes de l'industrie et les exigences des consommateurs. Si l'on fabrique actuellement le pain la nuit, si les malheureux ouvriers boulangers, et souvent leurs patrons, sont dans l'impossibilité de profiter de tant de choses qui rendent l'être humain meilleur : la vie de famille, les distractions en commun, les bienfaits de l'association, s'ils risquent d'abréger leur existence et d'épuiser prématurément leurs forces, peut-on justifier d'aussi fâcheuses conséquences par quelque motif décisif? Les exigences de la concurrence internationale? Il n'en est pas question ici. Les nécessités techniques? Lesquelles? Les levains, la fermentation, le pétrissage, le façonnage, la cuisson peuvent se faire le jour, surtout avec la diffusion des appareils à levain et des pétrins mécaniques. Tout au plus pourrait-on objecter qu'en été la chaleur du four est moins supportable le jour que la nuit. De ce chef, des dérogations à l'interdiction du travail de nuit pourraient être prévues pour l'été. Pourquoi donc maintenir le régime actuel si dangereux au point de vue physique et moral?

Un congrès tenu, en 1904, à Gand, par les ouvriers boulangers, et auquel les plus importantes fabriques de pain de cette ville ont envoyé leur adhésion, concluait à la suppression du travail de nuit en faisant valoir que « le travail de nuit n'est pas un besoin du métier, qu'il n'est maintenu que pour satisfaire aux caprices de la clientèle et afin de satisfaire à une concurrence fatale à l'existence des ouvriers boulangers ».

Certes, la clientèle — même dans ses caprices — ne doit pas être violentée. Mais si elle tient à manger le pain frais, il n'apparaît pas qu'elle tienne à manger le pain chaud, et ce n'est guère qu'en ce qui concerne les petits produits qu'elle constaterait quelque différence par suite de la suppression du travail de nuit.

Il ne faut pas oublier, en effet, que bien peu de clients dans les grandes villes reçoivent leur pain avant 7 heures et que la majorité est servie après cette heure jusque dans l'après-midi. D'autre part, la clientèle, en règle générale, ne fait sa provision de pain qu'une fois par jour. Elle est donc habituée à avoir à l'un des repas principaux du pain cuit depuis un certain nombre d'heures.

Faut-il ajouter ce que les consommateurs gagneraient à avoir un aliment préparé au grand jour, c'est-à-dire plus proprement, par des hommes sains, non surmenés, et qui, à en croire ce que dit M. du Maroussem des boulangers parisiens, sont trop souvent tentés de chercher dans l'alcool un stimulant qui les tienne éveillés et maintienne leur activité fébrile?

Plusieurs pays étrangers ont déjà été amenés à légiférer sur cette matière spéciale. Il n'est pas sans intérêt de signaler quelques-unes des mesures qui ont été ainsi arrêtées.

En Danemark, une loi du 6 avril 1906 stipule que, dans les villes de Copenhague et de Frederiksborg, il devra être accordé chaque semaine, aux ouvriers (compagnons ouvriers et apprentis) occupés dans les boulangeries, pâtisseries et confiseries, un congé de vingt-quatre heures au moins.

D'autre part, dans les exploitations situées hors de Copenhague et de Frederiksborg, il devra être accordé aux ouvriers un congé de seize heures au moins chaque dimanche à partir de midi et, pour les ouvriers confiseurs et pâtisseries, chaque dimanche à partir de 2 heures.

Ceux à qui est accordé un congé de vingt-quatre heures pourront être occupés, pendant trois heures sur ces vingt-quatre, à la mise du levain de la pâte, au nettoyage de la boulangerie, à l'entretien des fours et chaudières.

En Norvège, une loi du 24 avril 1906 porte aussi réglementation de la durée du travail dans les boulangeries.

« § 1^{er}. La cuisson du pain est interdite le 17 mai, les dimanches et les autres jours de fête à compter de la veille à 6 heures jusqu'au dimanche ou jour férié à minuit. Toutefois, il est permis de mettre le levain et d'entretenir les feux avant minuit.

» Les dispositions prohibitives ne sont pas applicables au travail personnel des patrons boulangers, les samedis et autres veilles de jours fériés jusqu'à 8 heures.

» § 2. Les jours ordinaires, il est interdit aux boulangers d'employer les ouvriers entre 8 heures du soir et 6 heures du matin, sinon au séchage des biscuits, à la mise du levain et à l'entretien des feux. Conjointement avec ces travaux, les ouvriers peuvent, à partir de 5 heures du matin, procéder à la préparation de la pâte, mais de façon qu'il n'y ait qu'un homme par four, sauf fours à pâtisseries, jusqu'à concurrence de trois hommes par établissement.

» La durée du travail ne peut excéder douze heures par jour y compris les repos ».

Plus récemment, en Italie, une loi du 22 mars 1908 interdit le travail de nuit dans la boulangerie et la pâtisserie. Ses deux premiers articles, qui résument l'économie de la loi, sont ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Il est interdit de travailler ou de faire travailler, dans les établissements industriels, à la confection du pain et de la pâtisserie entre 9 heures du soir et 4 heures du matin ; toutefois, le samedi soir, le travail peut se prolonger jusqu'à 11 heures.

» L'interdiction s'applique aux travaux de préparation du levain, au chauffage des fours, à la confection de la pâte, à la cuisson du pain et de la pâtisserie, même si ces travaux sont exécutés dans des établissements industriels distincts.

» ART. 2. — Lorsque les conditions particulières de l'industrie ou de la localité et la qualité spéciale du pain l'exigent, le conseil communal peut autoriser la préparation du levain à commencer au plus deux heures avant l'heure fixée, et cela pendant les mois de juin, juillet, août et septembre. Dans chaque établissement, il ne peut être employé, par roulement, qu'un seul ouvrier à ce travail ; le même ouvrier ne peut en être chargé plus de six jours par quinzaine. »

Enfin, dans sa séance du 24 février 1909, la Chambre des Députés de France a été saisie d'une proposition de loi de MM. Justin Godart et consorts qui interdit la fabrication du pain entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, sauf les dérogations que les conseils municipaux pourront autoriser dans des cas spéciaux, après avoir entendu les patrons et ouvriers et après avis conforme de l'inspecteur du travail.

Votre Section centrale a voulu appeler, dès aujourd'hui, l'attention du Gouvernement et du Parlement sur ce problème dont ils ne paraissent pas s'être spécialement préoccupés jusqu'à ce jour. D'une part, le souci de la santé de ces nombreux ouvriers et, par voie de conséquence, le souci du public pour lequel ils travaillent, d'autre part, le désir de leur assurer une existence plus normale, tant pour eux-mêmes que pour leurs familles, réclament un examen attentif que nous avons voulu provoquer.

HABITATIONS OUVRIÈRES.

Il a été aussi demandé, au sein de la Section centrale, que le Gouvernement, soit par lui-même, soit en encourageant dans cette voie les comités de patronage, se préoccupe de répandre de plus en plus dans la masse des travailleurs, par tous les moyens de publicité si ingénieux dont on dispose aujourd'hui, la connaissance des avantages de la loi sur les habitations ouvrières. L'habitation ouvrière demeure un instrument de lutte d'une efficacité particulièrement précieuse contre l'immoralité, contre l'alcoolisme, contre la tuberculose. Livrés à eux-mêmes, beaucoup d'ouvriers ne songent pas à devenir propriétaires, même parmi ceux qui en auraient le moyen.

Mais ils n'en ont pas le loisir et ignorent trop souvent où s'adresser et comment procéder.

D'autre part, le Gouvernement a déposé naguère un projet de loi destiné à étudier les réductions de droits fiscaux accordées par la loi du 9 août 1889 aux acquisitions de biens immeubles dont le prix ou la valeur vénale en pleine propriété n'excèdent pas 10,000 francs et lorsque l'acquéreur ou son conjoint et, le cas échéant, les coacquéreurs ou leurs conjoints ne possèdent pas, personnellement ou collectivement, en propriété ou en usufruit, la totalité de biens immeubles dont la valeur en pleine propriété ajoutée au prix ou à la valeur vénale de la pleine propriété de l'immeuble acquis, formerait un total supérieur à 10,000 francs. Si cette formule était adoptée, les réductions seraient dorénavant motivées par l'importance de l'immeuble et non plus seulement par la profession de l'intéressé. Une telle extension aurait, sans nul doute, une influence considérable au point de vue du développement de la petite propriété. Aussi exprimons-nous le désir de voir la Chambre en aborder l'examen sans retard.

L'EXPOSITION DE BRUXELLES

Le Budget pour 1909 comporte, aux dépenses exceptionnelles, un crédit de 500,000 francs formant le deuxième acompte de la somme de 1,250,000 francs due à la Compagnie de l'Exposition de Bruxelles pour le coût des emplacements de la Section belge, en vertu de l'article II de la convention du 12 octobre 1907 approuvée par la loi du 20 mai 1908.

La Section centrale, en approuvant ce crédit, émet l'espoir que l'Exposition de Bruxelles, qui s'annonce d'ailleurs sous de brillants auspices, contribuera utilement à révéler à tous, — grâce au mérite de notre industrie et de notre travail, — l'usage pacifique et fécond que notre pays a su faire de son indépendance.

*
* *

A l'unanimité des membres présents, moins deux abstentions, la Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet de Budget.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

COOREMAN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 APRIL 1909.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1909 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **CARTON DE WIART**.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1909 bedraagt 22,874,817 frank. In de gewone uitgaven is er eene vermindering van 44,500 frank op de kredieten, voor 1908 toegekend. Anderdeels worden, voor 1909, uitzonderlijke uitgaven voorzien tot een bedrag van 665,000 frank, hetzij 168,326 frank meer dan in 1908. Vergeleken met de Begrooting van 1908, beloopt dus de verhoging in 't geheel 123,826 frank.

Bij de gewone uitgaven hebben de vermeerderingen betrekking tot : de jaarwedden der ambtenaren, beampten en bedienden (40,000 frank), het nijverheidstoezicht (4,000 frank voor het personeel, 500 frank voor het materieel), den Hoogeren Raad van Ambachten en Neringen (5,000 frank), de Maten en Gewichten (8,000 frank voor het personeel en 2,000 frank voor kantoor- en omreiskosten), de aanmoedigingen voor de bevordering van den geest van huishoudelijke en van professionele vereeniging (10,000 frank). In dezelfde afdeling voorziet het ontwerp verminderingen op de pensioenen en den onderstand (3,000 frank), het technisch

(1) Begrooting, n^o 4, VIII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer COOREMAN, bestond uit de heeren TROCLET, SNEETS, BERLOZ, BÖVAL, HUYSHAUWER en CARTON DE WIART.

onderwijs (20,000 frank), den Hoogeren Raad voor het technisch onderwijs (2,000 frank), de Maten en Gewichten (10,000 frank voor het materieel), den Hoogeren Arbeidsraad (3,000 frank), het Korps der mijnen : werklieden-afgevaardigden bij het toezicht (3,000 frank), de Raadgevende Commissie der stoomwerktuigen (1,000 frank), de Commissie tot herziening der mijnverordeningen (33,000 frank).

Bij de uitzonderlijke uitgaven, is de voorziene verhooging verwekt door het uittrekken van een krediet van 500,000 frank, zijnde de tweede storting op de som van 1,250,000 frank, verschuldigd aan de Maatschappij voor de Tentoonstelling te Brussel, wegens de kosten van de plaats bestemd voor de Belgische Afdeeling, krachtens artikel II der overeenkomst van 12 October 1907, goedgekeurd door de wet van 28 Mei 1908.

Onderzoek in de afdeelingen.

In de 1^e afdeeling werden opmerkingen gemaakt over de ouderdomspensioenen en de samenstelling van de beschermingscomiteiten, over het arbeidstoezicht en de uitgestrektheid van den dienstkring der toezichters, over het instellen van werkrechtshraden te Andenne en te Ath, over de herziening van de politie der mijnen, over de werkloozenfondsen.

De Begrooting werd er goedgekeurd met 6 stemmen tegen 1 en 9 onthoudingen.

In de 2^{de} afdeeling werd gevraagd dat de Regeering zou uitzien naar voor te schrijven maatregelen tot voorkoming van de talrijke ongevallen die zich voordoen bij nieuwe bouwwerken.

De Begrooting werd verworpen met 13 stemmen tegen 10.

In de 3^{de} afdeeling klaagde een lid erover, dat een vreemde werkmán, in België gevestigd en gehuwd, alsmede zijne echtgenoot, eene arbeider, al ware deze Belg, den onderstand, voorzien bij de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, niet kunnen bekomen. Evenals in de 2^{de} afdeeling, hekelde een lid de wijze waarop is ingericht de officieele deelneming aan internationale tentoonstellingen, met name die van Amsterdam.

De Begrooting werd goedgekeurd met 17 stemmen en 6 onthoudingen.

In de 4^{de} afdeeling werden, naar aanleiding van de toepassing der wet op de ouderdomspensioenen, enkele opmerkingen gemaakt, inzonderheid over laattijdige uitbetaling van de toelagen.

De Begrooting werd goedgekeurd door al de leden der afdeeling.

De 5^{de} afdeeling nam, zonder eenige opmerking, de Begrooting aan en wel met 12 stemmen tegen 4.

Eindelijk, nadat in de 6^{de} afdeeling verscheidene leden hadden aangedrongen op eene betere inrichting van het arbeidstoezicht te Antwerpen, Turnhout en Charleroi, werd de Begrooting aangenomen met 12 stemmen tegen 5 en 4 onthouding.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

Daar de Kamer het verlangen te kennen gaf om de beraadslaging en stemming over de Begrootingen den grootst mogelijken spoed bij te zetten, liet de Middenafdeeling het dit jaar bij een beknopt onderzoek, haren verslaggever aldus de moeite besparend terug te komen op punten die breedvoerig werden behandeld in de verslagen over vroegere dienstjaren.

BEROEPSONDERWIJS.

Bij het hoofdstuk handelende over nijverheids-, beroeps-, handelsonderwijs, alsmede over huishoudelijk onderricht, drukte de Middenafdeeling den wensch uit dat, ten gevolge van de in de Begrooting voorkomende verminderingen, de wonderbare uitbreiding van dit onderwijs in de jongste jaren niet zou gestuit worden; van die uitbreiding sprak de heer Astier, verslaggever over het ontwerp van wet op het technisch onderwijs dat thans bij het Fransche Parlement aanhangig is, in de volgende bewoordingen :

« In 1901, zegde de achtbare afgevaardigde, was, in België, het getal leerlingen tot 46,500 geklommen. Ongetwijfeld zal het thans 50,000 overschrijden, want zeer kort geleden werden verscheidene belangrijke inrichtingen, met name de nijverheidsschool van Couillet, geopend. Lettende op de wederzijdsche bevolking van België en van Frankrijk, zou dus te onzent, het technisch onderwijs zesmaal meer leerlingen moeten tellen dan in België, dat is 300,000. 't Is niet bewezen dat wij er in 't geheel veel meer hebben dan onze Noorderburen.

» *Ligt daarin niet eene der redenen, wellicht de meest beslissende, waarom, op economisch gebied, België sedert een vijftiental jaren zoo snel vooruitging ? »*

Echter vroeg uwe Middenafdeeling zich af, of het niet raadzaam ware voortaan het gouvernementeel toezicht opgedragen aan ambtenaren wier verdienste en toewijding door eenieder zijn erkend, uit te strekken niet alleen tot de vereischten voor het inrichten der scholen en de vordering harer leerlingen, maar ook tot de aldaar gevolgde beginselen in leerwijze.

Trouwens, in sommige scholen worden de leerlingen al te gereedelijk toegelaten : voor de lagere leergangen is dat waarlijk een dood gewicht. Elders zijn de leeraars er wellicht niet genoeg op bedacht nut te trekken uit de kennis, door hunne leerlingen opgedaan in de lagere scholen of in de scholen voor volwassenen, of wel in de voorbereidende klassen der middelbare scholen. Zouden deze kundigheden niet beter aanstuiten bij het

technisch onderwijs, indien de aandacht van den opziener daarop inzonderheid werd gevestigd? Zouden de leeraars, die zich nu al te dikwijls toeleggen op eene speciale wetenschap of een speciaal vak, niet met nut wenken ontvangen ten einde de didactische hoedanigheden van hun onderwijs te verbeteren? Dit vraagstuk is bestudeering waard en de Hoogere Raad voor technisch onderwijs zou zich daarmede nuttig kunnen bezighouden. Het staat in verband met een vraagstuk dat herhaaldelijk in onze vroegere verslagen werd besproken en waarvan de oplossing niet in het oneindige kan worden uitgesteld: wij bedoelen de innerlijke vereeniging van het gewoon onderwijs (lager of middelbaar) en van het technisch onderwijs.

De hoofdstukken betreffende den Arbeid en de Bijdrage van den Staat in het tot stand brengen van ouderdomspensioenen onderzoekende, hield de Middenafdeeling zich meer bepaald bezig met het vraagstuk der arbeidsongevallen en der mutualiteiten.

VERGOEDING VAN ARBEIDSONGEVALLEN.

Sedert vier jaar is de wet van 24 December 1903 op de vergoeding van arbeidsongevallen in werking getreden; in dit eerste tijdvak kon men reeds de voordeelen der wet, doch daarin ook sommige gebreken waarnemen.

De Middenafdeeling acht dat het nuttig is te wijzen op enkele bezwaren, ingebracht door de belanghebbenden, hetzij patroons, werklieden of verzekeraars.

I. *Wat betreft de gerechtskosten.* — De weldaad van kosteloze rechtspleging, verleend aan gemeenschappelijke kassen, is voor deze instellingen eene gewichtige gunst.

De vraag is gesteld, of deze gunst op den duur niet deze instellingen zou aanmoedigen om in rechten op te treden. Als vergoeding, werd dezelfde weldaad gevraagd voor al de werklieden, bij de wet bedoeld.

II. *Wat betreft het stelsel in zake van mindere ongevallen.* — In den vroegeren toestand verzekerden vele patroons hunne werklieden van af den dag na het ongeval. Thans wordt de vergoeding den werkman maar betaald sedert den eersten dag, voor zooveel hij ten minste acht dagen onbekwaam is te arbeiden. Daaruit volgt dat de werkman, om niet te lijden onder werkloosheid zonder vergoeding, vaak geen acht geeft op lichte verwondingen, op gevaar af dat deze merkelijk erger worden. Voorzeker zou eene hervorming, ten gevolge van welke het recht op vergoeding zou aanvangen een dag of twee dagen na het ongeval, hoe lang ook de arbeidsonbekwaamheid dure, eene verzwaring kunnen verwekken met het oog op de premie. Kan echter deze verzwaring niet worden opgewogen door afschaffing van de vergoedingen wegens onbekwaamheid op den voet van § 1. h., recht gevend op zulke onbeduidende vergoedingen dat zij volstrekt ondoelmatig worden?

III. *Wat betreft de kosten van schatting en verpleging in het ziekenhuis.*

— Kan voor de kosten van schatting geen tarief worden bepaald, evenals voor de kosten van geneesheer en apotheker? Kunnen geene maatregelen worden genomen om te vermijden dat aangewezen geneesheeren — het geval heeft zich voorgedaan — weigeren hun verslag over te leggen zoo lang geene som bij voorraad is gestort, waartoe werklieden, die vergoeding aanvragen, vaak niet in staat zijn?

Evenmin werd door de wet opgelost het vraagstuk der kosten van verpleging in het ziekenhuis. Deze kosten kwamen, bij de eerste stemming der Kamer, ten laste van de patroons. In tweede lezing werd die bepaling ingetrokken. En, ofschoon de wet eene strikte toepassing vergt, toch beweren tal van liefdadige besturen dat deze kosten moeten worden terughetaald door de patroons of de toegelaten verzekeraars, en weigeren zij in hunne hospitalen op te nemen de gewonden die niet vertoonen de verbintenis waarbij de patroon op zich neemt de kosten voor elken dag verblijf in het burgerlijk gasthuis te betalen.

IV. *Wat betreft de tarieven van de toegelaten maatschappijen.* — Uit den in het Staatsblad van 31 December 1908 afgekondigden toestand der gemeenschappelijke kassen en der toegelaten maatschappijen (Verslag over het bijzonder beheer in het dienstjaar 1907), blijkt dat acht toegelaten maatschappijen het dienstjaar 1907 sluiten met soms aanzienlijke verliezen en dat de balansen van de andere maatschappijen slechts geringe winst opgeven.

Het gevolg, dat men uit dien toestand schijnt te moeten trekken, is dat het risico naar een te laag tarief wordt berekend. Ongetwijfeld kunnen de onregelmatigheden, bij de regeling van ongevallen door den Arbeidsdienst vastgesteld, grootendeels worden toegeschreven aan de verliezen, geleden door de verzekeraars die, eene verkeerde rekening makende, niet voorzichtig genoeg de vergelijking tusschen het risico, eensdeels, en de premiën en beheerkosten, anderdeels, nagingen. Op dat punt dient de aandacht van alle belanghebbenden te worden gevestigd.

V. *Wat betreft de overwegende rol van den geneesheer bij de toepassing der wet.* — Onder het stelsel van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, legde de rechter zich toe op het ontdekken van de schuld, het eenige wat aansprakelijkheid medebracht. De rechtbank zocht hare overtuiging in de processen-verbaal van onderzoek, in het getuigenverhoor, de schatting, het nauwkeurig nagaan van de feiten. De wet van 24 December 1903, het zoo ruim, zoo menschlievend beginsel van het beroepsgevaar stellende, ontlastte de rechters van alle juridische betwisting, van al de moeilijkheden die oprezen bij de beoordeeling, verwekt door de toepassing van het gemeene recht in zake van arbeidsongevallen.

Voortaan ontstaan de geschillen vooral uit verschillende beoordeeling van de ernstigheid der verwondingen, van den aard en de mate van arbeids-onbekwaamheid die zij teweegbrengen. Voorzeker blijft de magistraat vol-

komen onafhankelijk bij het oplossen van die vraagstukken; de man der kunst is evenwel zijn helper, zijn onmisbare leidsman geworden. Naarmate de taak van den geneesheer meer afdoende is, wordt zij ook meer ingewikkeld.

Niet alleen heeft hij de ziekte tekenen uit te wijzen, eene verpleging voor te schrijven, evenals zijne plichten in het gewone leven vergen; hij moet daarenboven zeggen wanneer de wonde kan toegegroeid zijn, *en vooral schatten hoeveel minder arbeidsvermogen de ernstige ziekte ten gevolge van verwonding na zich sleept*, in gevallen van bestendige invaliditeit. Deze schatting is hoogst gewichtig, want het is de eindraming van het verlies dat de werkmán levenslang zal ondergaan. Dit laatste moet stelselmatig, nauwkeurig worden berekend, opdat tot aan het afsterven van den arbeider de bestendige vergoeding van het ongeluk verzekerd zij.

Derhalve is het begrijpelijk dat de geneesheer ingeleid geraakt in vraagstukken van rechtskundigen aard. Niet alleen vereenigde de wet van 1903 de magistraten, geneesheeren en advocaten tot eene dagelijksche samenwerking, zij heeft ze ook als 't ware onder elkander verward.

De geneesheer, die een verslag van schatting opstelt, zal eerst dan een waarlijk nuttig werk verrichten en kans vinden dat zijn besluit wordt aangenomen door de rechtbank, wanneer hij zich op de hoogte houdt van de betwistingen, verwekt door de wet van 1903, alsmede van de oplossingen, daaraan door de rechtspraak gegeven.

Anderdeels moet de magistraat die oordeelt, de advokaat die in soortgelijke zaken pleit, over 't algemeen bekend zijn met de bezwaren van genees- of heilkundigen, van vakkundigen aard, opgeworpen door deze nieuwe ziekteleer, ontstaan uit de wet van 1903, en reeds geheeten: ziekteleer van de arbeidsongevallen.

Men moet bekennen dat, in de verslagen onzer geneesheeren, zelden de economische waarde van den werkmán op billijke wijze wordt bepaald. Al te vaak vergeet men dat het slachtoffer zelf in algemeenen zin, met al zijne geschiktheid, zijne hoedanigheden, gebreken en gebrekkelikheden, in den staat waarin het verkeert ten gevolge van het ongeval, behoort te worden onderzocht en geschat met het oog op zijn vermogen om een gewoon loon te verdienen. Op hem zal men niet toepassen een theoretisch bedrag of een gemiddeld bedrag, aangetroffen hetzij in boeken, hetzij in statistieken, meestijds verkeerd of onvolledig, en waarvan thans geene enkele is opgemaakt voor de streek waar het slachtoffer de hem overblijvende economische waarde winstgevend moet maken.

Uit dit overwicht, heden ten dage aan de schattende geneesheeren toegekend, volgt dat hunne bijzondere opleiding niet genoeg kan worden aangemoedigd. Terzelfder tijd als er behoort in dat opzicht hulde te worden gebracht aan den onderaemingsgeest, betoond door de geneesheeren die zich in verscheidene streken vereenigden om deze zoo kiesche zaken te bestudeeren, dient daarop ook de gansche aandacht van onzè geneeskundige faculteiten te worden gevestigd.

VI. *Wat betreft de verbeterde middelen tot voorkoming van ongevallen in fabrieken.* — Elke persoon die zijne medehulp verleent in eene nijverheidsonderneming, die arbeidt in eene fabriek of werkplaats, staat uit dien hoofde bloot aan een bijzonder gevaar, voortspruitend uit den aard der zaken. Dat is het beroepsgevaar, waaraan men blootstaat op het slagveld der nijverheid, in den dagelijkschen strijd tegen de blinde, vaak wreede krachten der natuur.

Nochtans, zoo er een vast « coëfficiënt » van industrieele ongevallen bestaat, dat schijnt het onvermijdelijk gevolg te zijn van de uitbreiding van het gebruik der machines, een soort van belasting waaraan men zich niet kan onttrekken, stellig zijn er, naast de gevaren die de menschelijke voorzichtigheid niet en nooit zal kunnen weren, vele andere, die men kan voorkomen door wijze voorzorg. De doelmatigheid van de beschermingsmaatregelen is gebleken uit de voortreffelijke uitslagen, verworven zoo door het officieel arbeidstoezicht als door vereenigingen van nijverheidsmannen. De ondervinding heeft bewezen dat *nagenoeg de helft* van de ongevallen in fabrieken kunnen worden vermeden, indien beschuttende toestellen worden geplaatst bij de machines. Dus is het voor elken nijveraars plicht, in zijne werkhuizen alle voorzorgsmaatregelen toe te passen, die den werkmans volkomen kunnen beveiligen. Deze plicht wordt hem overigens door de wet opgelegd. Het koninklijk besluit van 30 Maart 1905, dat voorschrijft welke maatregelen in acht moeten worden genomen in de aan de wet onderworpen nijverheidsondernemingen, is een soort van beknopt wetboek van de te nemen voorzorgen tot voorkoming van ongevallen. Daarenboven hebben de nijverheidshoofden er geldelijk belang bij, hun gereedschap zoo weinig gevaarlijk te maken als mogelijk is, opdat de verzekeringsmaatschappijen de te betalen premiiën gestadig verlagen.

Jammer genoeg, er zijn nog tal van nijveraars en bazen die weigeren de voorzorgsmaatregelen te nemen, welke door den wetgever verplichtend zijn gemaakt en worden voorgeschreven door het Arbeidstoezicht. Het onbetwistbaar bewijs daarvan ligt hierin, dat het meerendeel der arbeidsongevallen het rechtstreeksch gevolg zijn van eene blijkbare overtreding der bepalingen van het koninklijk besluit van 30 Maart 1905.

Tal van nijveraars kennen niet de voorgestelde beschermingstoestellen, zij weten daaronder geene keus te doen.

Daar het nijverheids-, handels- en bestuursbelang van hunne onderneming al hun tijd in aanspraak neemt, beweren zij er te weinig over te hebben om die voorkomende middelen aan te wenden.

Ten einde hun deze « voorkoming » te vergemakkelijken, had de achtbare heer Nyssens, uitgaande, onder andere, van wat in Oostenrijk was tot stand gebracht door den heer Migerka, er indertijd aan gedacht een museum op te richten, bevattend al de toestellen en middelen van aard om de werklieden te vrijwaren tegen arbeid-ongevallen. Hetzelfde denkbeeld kan worden uitgewerkt door de raadgevingen van het Arbeidstoezicht, het ronddeelen van verklarende vlugschriften, het houden van voordrachten.

Harerzijds hebben de vereenigingen van nijveraars en de groepen van werklieden te dien opzichte eene aanzienlijke rol te vervullen, waarbij zij moeten kunnen rekenen op de ruime medewerking van de openbare overheden. Arbeidsongevallen vergoeden is heel wel, doch de ongevallen voorkomen is oneindig beter. Op deze waarheid kan niet genoeg de aandacht van allen worden gevestigd : openbare machten, patroons, werklieden en verzekeraars.

In de Middenafdeeling is ook gevraagd dat de Commissie voor de ongevallen en de Hoogere Arbeidsraad zouden onderzoeken wat er is van de klachten die zijn opgerezen ten gevolge van de werking der wet.

MUTUALITEITEN.

Over de laattijdige uitkeering der verleende ouderdomspensioenen werd in de 4^{de} afdeeling met reden geklaagd. Dit uitstel is meermaals uit te leggen en te verontschuldigen, doordien sommige beschermingscomiteiten en zekere commissiën voor hooger beroep, met allerlei verrichtingen belast, tegenover een aanzienlijk werk staan. Nochtans zou de Bestendige Commissie, ingesteld tot gemakkelijker onderzoek van de zaken die de maatschappijen van onderlingen bijstand betreffen, met vrucht kunnen nagaan of de uitkeering der tegemoetkomingen en zelfs de verdeeling van de toelagen, aan de mutualiteiten verleend, regelmatig geschieden. Deze Commissie heeft geen recht van initiatief en beraadslaagt enkel over vraagstukken, haar door de Regeering voorgelegd. Ook drukt de Middenafdeeling den wensch uit, dat de Commissie ambtshalve worde aangezocht na te gaan en aan te duiden welke hervormingen onze gezamenlijke wetten betreffende de mutualiteit vergen.

BEROEPSVEREENIGINGEN.

Ten gevolge van de diensten, reeds bewezen door de Bestendige Commissie voor de maatschappijen van onderlingen bijstand, werd eens te meer aan de Middenafdeeling in bedenking gegeven of het niet nuttig ware, dergelijke instelling in 't leven te roepen ten einde de beroepsvereenigingen uit te breiden. Het syndicale vraagstuk staat op het voorplan waar het de punten betreft waarover het volk zich bekommert. De tegenkanting, die nog weinig jaren geleden het denkbeeld van beroepsvereenigingen ontmoette, heeft plaats gemaakt voor het eenparig gevoelen dat zij nuttig zijn, zoowel met het oog op eene betere regeling van den arbeid en de waarborgen, te nemen tegen onvrijwillige werkloosheid, als in het opzicht van de verbetering van het technisch onderwijs. Is het niet zonneklaar, dat eene bestendige commissie, die de nieuwe behoeften en de nieuwe vormen van beroepsvereeniging zou nagaan en zou wijzen op de leemten in onze wetten, den ondernemingsgeest zou aanwakkeren, op het gebied van vereeni-

ging de goede uitslagen zou kunnen opleveren, die de Commissie voor de mutualiteiten verwierf op een daarmede verwant gebied? Zou deze Commissie voor de beroepsverenigingen niet insgelijks bevoegd zijn tot vaststelling van de beginselen en regelen naar welke de al te geringe toelagen, uitgetrokken op artikel 29 van de Begrooting, moeten verdeeld worden? Deze aanmoedigingen beoogen, tot een bedrag van 10,000 frank, de instellingen strekkende om zonder kosten werk te bezorgen aan arbeiders, en, voor een zelfde bedrag, de voorzorgs- en onderstandskassen, ingesteld ten bate van onvrijwillige werkloosheid. Hetzelfde zou gelden voor de verdeling der kredieten, bij artikel 28 voorzien als aanmoediging van propagandemiddelen.

ARBEID IN DE BROODBAKKERIJEN.

Bij de Kamer is thans aanhangig de algemeene regeling van den arbeidsduur en van het nachtwerk.

Zij zal ook uitspraak moeten doen over eene wijziging in artikel 2 van de wet op de Zondagsrust, in zake van het zoogezegd stelsel der extra's of bijkomende helpers. 't Ware te wenschen dat deze wijziging, uitgaande van de Regeering en vurig verlangd door de handelsbedienden, eerlang tot wet kon gemaakt worden. In een bijzonder opzicht, acht de Middenafdeeling raadzaam de aandacht der Regeering te vestigen op de arbeidsvoorwaarden in de broodbakkerijen. In zake van nacht- en zondagswerk is de toestand gevoelig verslecht door het invoeren van mechanische toestellen alsmede door de geduchte mededinging tusschen de naamlooze en samenwerkende vennootschappen en de bakkersbazen.

« Eerst sedert twee en dertig jaar, schrijft de heer Julius Buse in zijne verhandeling over de *Bakkersnijverheid te Gent*, uitgegeven onder de bescherming van onzen Arbeidsdienst, begonnen de Gentsche bakkers des Zondags te bakken. Thans is dit de regel geworden in onze groote steden. En naar de opvatting van het bestuur is de broodbakkerij gerangschikt onder de voedingsbedrijven, welker voortbrengselen onmiddellijk worden overgeleverd aan het verbruik, zoodat zij, als zoodanig, krachtens artikel 4 der wet van 17 Juli 1908, niet vallen onder het algemeen stelsel van de Zondagsrust.

Nochtans schijnt het dat eene verandering kan worden gebracht in den bestaanden toestand, zoo wat het nacht- als het Zondagswerk betreft, opdat de gezondheid der bakkersgasten, onderhevig aan en weggemaaid door beroepsziekten als kortademigheid, bloedsgebrek en tering, worde gevrijwaard, zonder dat er inbreuk wordt gemaakt op de billijke belangen van het bedrijf en de eischen der verbruikers. Indien men thans brood bakt bij nachte, indien de ongelukkige bakkersgasten, en dikwijls hunne bazen, in de onmogelijkheid verkeerden van een aantal dingen te genieten die het menschelijk schepsel beter maken, als daar zijn : het familieleven, de gemeenschappelijke verstrooiing, de weldaden der vereeniging, — indien

zij gevaar loopen hun leven te verkorten en hunne krachten vóór den tijd uit te putten, kan men zulke noodlottige gevolgen door eenige afdoende reden billijken? Is het om de vereischten der internationale mededinging? Daarvan is hier geen sprake. Is het om behoeften van technischen aard? Welke? Het gisten, kneden, vormen, bakken van het brood, dat alles kan bij dag geschieden, vooral nu de gisttoestellen en de mechanische kneed-troggen overal zijn verspreid. Hoogstens zou men kunnen inbrengen dat de hitte van den oven 's zomers minder draaglijk is bij dage dan bij nachte. Daarom zou men, voor den zomer, afwijkingen van het verbod om bij nachte te werken, kunnen voorzien. Waarom zou men dan het thans bestaande stelsel, dat zooveel gevaar oplevert in een lichamelijk en in een moreel opzicht, behouden?

Op een congres, in 1904 te Gent gehouden door de bakkersgasten, tot hetwelk de aanzienlijkste broodfabrieken dier stad toetraden, werd besloten tot afschaffing van het nachtwerk, op grond dat « nachtwerk in dat bedrijf onnoodig is en enkel in stand blijft om de grillen der klanten te bevredigen en eene mededinging vol te houden, die noodlottig is voor het leven der bakkersgasten ».

Voorzeker mag men de klanten niet dwarsbóomen, zelfs niet in hunne grillen. Doch zoo zij versch brood verlangen, dit zegt niet dat zij het brood heet willen eten, en enkel voor het kleingoed zou er eenig verschil zijn door het afschaffen van het nachtwerk.

Er mag inderdaad niet worden vergeten dat, in de groote steden, aan weinige verbruikers het brood wordt besteld vóór 7 uur en dat de meesten worden bediend na dat uur tot zelfs in den namiddag. Over 't algemeen doen de verbruikers slechts eenmaal per dag hun voorraad brood op. Ze zijn er dus aan gewend, bij een hunner voornaamste maaltijden brood te nutten, dat reeds sedert een zeker getal uren gebakken is.

Moeten wij er bijvoegen dat de verbruikers er veel zouden bij winnen, eene eetwaar te krijgen die bij het helder daglicht is bereid, dus met meer zindelijkheid, door gezonde, niet afgesloofde mannen die, naar hetgeen de heer du Maroussem zegt van de Parijsche bakkers, maar al te veel zijn geneigd om in den sterken drank een prikkel te vinden om te weerstaan aan den slaap, een prikkel ook voor hunne koortsachtige bedrijvigheid?

In verscheidene andere landen werd deze bijzondere zaak reeds geregeld bij de wet. 't Zal niet van belang ontbloot zijn, hier eenige van de aldus ingevoerde maatregelen op te sommen.

In Denemarken bepaalt eene wet van 6 April 1906, dat in de steden Kopenhagen en Frederiksborg aan de werklieden (gasten en leerjongens), werkende in brood-, pastij- en suikerbakkerijen, elke week ten minste vier en twintig uren verlof moet worden gegeven.

In de broodbakkerijen buiten Kopenhagen en Frederiksborg, moet aan de werklieden elken Zondag, te beginnen van 's middags, ten minste zestien uren verlof worden gegeven, en aan de pastij- en suikerbakkersgasten iederen Zondag vanaf 2 uur.

Zij, die vier en twintig uren verlof krijgen, mogen op deze vier en twintig uren drie uren werken voor het te gisten zetten, om de bakkerij schoon te maken, de hovens en ketels te onderhouden.

Eene wet van 24 April 1906 regelt insgelijks, in Noorwegen, den arbeid in de bakkerijen.

« § 1. Het bakken van brood is verboden den 17ⁿ Mei, des Zondags en op de andere feestdagen, te rekenen van den vorigen dag te 6 uren tot den Zondag of feestdag te middernacht. Nochtans mag men vóór middernacht het deeg te gisten zetten en het vuur onderhouden.

» De verbodsbepalingen zijn tot 8 uur niet van toepassing op den persoonlijken arbeid der bakkersbazen, 's Zaterdags en op andere dagen vóór wettelijke feestdagen.

» § 2. Op gewone dagen mogen de bakkers hunne gasten niet doen werken tusschen 8 uur 's avonds en 6 uur 's morgens, tenzij om beschuit te drogen, te gisten te zetten en het vuur te onderhouden. Te rekenen van 3 uur 's morgens, mogen de gasten, die daaraan werken, het deeg bereiden, doch op zoodanige wijze dat er aan elken oven slechts één man werkzaam is, tenzij aan pastijovens, waar er in iedere bakkerij drie man mogen arbeiden.

» Het werk mag twaalf uren per dag niet overschrijden, met inbegrip van den rusttijd. »

En kort geleden, in Italië, werd door de wet van 22 Maart 1908 alle nachtwerk verboden in brood- en pastijbakkerijen. De eerste twee artikelen, waarin de bedoeling van de wet is samengevat, luiden aldus :

« EERSTE ARTIKEL. — Het is verboden, in nijverheid-inrichtingen te werken of te doen werken aan het vervaardigen van brood of pastijbakkerij, tusschen 9 uur 's avonds en 4 uur 's morgens; des Zaterdagavonds mag evenwel het werk voortduren tot 11 uur.

» Het verbod is van toepassing op het voorbereiden van de gisting, het stoken van de ovens, het kneden van het deeg, het bakken van brood en pastijen, zelfs indien dat werk wordt verricht in afzonderlijke nijverheidsinrichtingen.

» ART. 2. — Wanneer de bijzondere nijverheidsvereischen of de bijzondere vereischen van de plaats en de hoedanigheid van het brood zulks vergen, kan de gemeenteraad oorlof verleenen tot het bereiden van de gisting, om daaraan te beginnen ten hoogste twee uren vóór het bepaalde uur, en wel gedurende de maanden Juni, Juli, Augustus en September. In iedere bakkerij mag, om de beurt, niet meer dan één man aan dat werk worden gesteld; aan een zelden werkman mag het niet meer dan gedurende zes dagen op vijftien worden opgelegd. »

Eindelijk, op 24 Februari 1909 werd bij de Kamer der Fransche

Afgevaardigden een wetsvoorstel ingediend, uitgaande van de heeren Justin Godart en medeleden, waarbij wordt verboden brood te vervaardigen tusschen 9 uur 's avonds en 3 uur 's morgens, behoudens de afwijkingen die de gemeenteraden in bijzondere gevallen mogen toelaten, de patroons en werklieden gehoord en op eensluidend advies van den Inspecteur van arbeid.

Reeds nu heeft uwe Middenafdeeling de aandacht van de Regeering en van het Parlement willen vestigen op dat problema om welks oplossing zij zich tot hiertoe niet veel schijnen bekommerd te hebben. Eensdeels, met het oog op de gezondheid van die talrijke werklieden, bijgevolg in 't belang van het publiek waarvoor zij werken, anderdeels met het doel hun een meer geregeld bestaan te verschaffen, zoo aan hen als aan hun gezin, wordt gevergd dat de zaak aandachtig wordt onderzocht. Daartoe wilden wij komen.

WERKMANSWONINGEN.

In de Middenafdeeling is ook gevraagd dat de Regeering, hetzij zelve, hetzij door de beschermingscomiteiten aan te moedigen, zou trachten, door middel van al de zoo vernuftige middelen van bekendmaking waarover men thans beschikt, meer en meer de massa der arbeiders bekend zou maken met de voordeelen van de wet op de werkmanswoningen. De werkmanswoning is en blijft een uit-tekend doelmatig middel tot bestrijding van zedenbederf, alcoholisme en tering. Aan zichzelf overgelaten, denken vele werklieden er niet eens aan, eigenaar te worden, zelfs niet zij die daartoe het middel bezitten. Maar daarvoor hebben zij geen tijd, en vaak weten ze niet waar zich daartoe te wenden en hoe te handelen.

Anderdeels werd indertijd door de Regeering overgelegd een ontwerp van wet, strekkend tot het bestudeeren van de vermindering van belasting, bij de wet van 9 Augustus 1889 verleend voor den aankoop van eigendommen waarvan de koopwaarde in vollen eigendom niet meer dan 10,000 frank bedraagt en wanneer de aankoper of zijn echtgenoot, bij voorkomend geval de medekoopers of hunne echtgenooten, niet persoonlijk of te zamen in eigendom of in vruchtgebruik bezitten gansch de onroerende goederen, welker waarde in vollen eigendom, gevoegd bij den prijs of de koopwaarde van den vollen eigendom van het aangeworven goed, meer dan 10,000 frank zou beloopten. Werd dit stelsel aangenomen, dan zouden de verminderingen voortaan worden gewijzigd door de aanzienlijkheid van het onroerend goed, doch niet enkel door den stand van den belanghebbende. Dergelijke uitbreiding zou ongetwijfeld van grooten invloed zijn voor de uitbreiding van den minderen eigendom. Ook wenschen wij dat de Kamer de zaak onverwijld onderzoeke.

DE TENTOONSTELLING VAN BRUSSEL.

Op de Begrooting voor 1909 komt onder de uitzonderlijke uitgaven een krediet van 500,000 frank voor, als tweede afkorting op de som van 1,250,000 frank, aan de Maatschappij der Brusselsche Tentoonstelling verschuldigd wegens de kosten van de plaatsen voorbehouden aan de Belgische Afdeeling, krachtens artikel II der overeenkomst van 12 October 1907, goedgekeurd door de wet van 20 Mei 1908.

De Middenafdeeling stemt in met dit krediet en uit de hoop dat de Brusselsche Tentoonstelling, die overigens belooft schitterend te zijn, doelmatig bijdrage om — dank zij de verdienstelijkheid van onze nijverheid en onzen arbeid — aan allen te bewijzen welk vredelievend en vruchtbaar gebruik ons land wist te maken van zijne onafhankelijkheid.

*
* * *

Met de eenparige stemmen der aanwezige leden, min twee onthoudingen, heeft de Middenafdeeling de eer aan de Kamers voor te stellen de Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
COOREMAN.

